L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 2 AVRIL 1878. 51me Année.

DUFOUR & LIMET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI 2 AVRIL 1888.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos 108 et 110 rue des Magasins—assortiment général de faïence, ferblanc, etc.

Par S. Guinault, sur le chemin de la Metairie, à l'écurie de Roy.—une vacherie.

Cornichons etc.—Voir l'annonce de D. E. Morphy & Son.

Par D. E. Morphy & son, aux Nos 108 et 110 de la rue des Magasins.—cornichons d'Underwood & Co., bonards, ketchup, sirop-limon, capres.

Magnifique Stock.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

La continuation d'un scandale.

Il y a plus d'un an que M. Hayes est, de fait sinon *de jure*, président des Etats-Unis. Son avénement au pouvoir, en dehors des procédés extraordinaires qui l'avaient amené, a fait sensation parce que M. Hayes a rompu tout d'abord avec la politique inconstitutionelle et arbitraire d'intervention dans les affaires intérieures des Etats et parce qu'ainsi il a lancé sur la réforme du service civil une belle profession de foi qui a de suite mis en révolte son propre camp.

On pouvait se demander si, pour faire oublier son origine, M. Hayes allait délibérément rompre avec le parti républicain et inaugurer une nouvelle ère dans l'histoire présidentielle des Etats-Unis, en remplissant ses fonctions avec indépendance et en vue seulement du bien de l'administration.

Les illusions, si on pouvait en avoir, n'ont pas été de longue durée. M. Hayes n'était pas de trempe à rompre ouvertement en visière avec ceux qui l'avaient nommé. S'il n'est pas revenu sur sa politique audiatse, c'est qu'il n'y avait pas à y revenir, sans risquer de se lancer dans une nouvelle guerre civile, et il n'avait ni l'autorité ni l'énergie voulues pour entreprendre une pareille tâche et nous croyons, d'ailleurs, qu'il n'en a jamais eu le moindre désir.

Mais, s'il n'a pu reculer sur ce premier chapitre de son programme, on peut dire pour le second chapitre, que sa profession sur la réforme du service civil est restée à l'état de simple velleité.

La réforme du service civil ne pouvait consister qu'à nommer aux emplois des hommes compétents et honnêtes en dehors de tout esprit de parti. Or, il eût fallu pour cela que le président éliminât presque tous les politiciens républicains, ce qui eût déchaîne contre lui des tempêtes et il n'a pas eu le courage de les affronter. Il a donc commencé par déclarer qu'il choisirait de préférence des républicains partout ou il pourrait en trouver de convenables pour les emplois. Puis quand il a fallu passer de la théorie à la pratique, il a fait des choix tout aussi détestables que ceux de Grant lui-même.

S'il a soulevé des résistances dans la majorité du Sénat, ce n'est pas parce qu'il a fait ses nominations en dehors des rangs du parti républicain, mais c'est parce qu'il a méconnu certaines coteries en en voulant satisfaire d'autres.

Un an s'est écoulé et beaucoup de nominations importantes sont encore en suspens, au grand détriment du service public.

A la Nouvelle-Orléans, nous avons eu un collecteur nominal qui n'était que le prête-nom de son député et ce député n'était autre que le notoire Tom Anderson.

La démission du collecteur King a fait tomber l'administration de la Douane dans les mains de M. Anderson. C'était déjà un scandale à cause du rôle joué par ce personnage dans le "Returning Board." Or, le Président, loin de le faire cesser en envoyant au Sénat une nomination acceptable, n'a fait que l'aggraver. Il a nommé, il est vrai, M. Wharton, mais depuis le rejet de celui-ci, il ne s'est pas encore décidé à faire une seconde nomination. Les poursuites contre M. Anderson, la condamnation de celui-ci par un jury, faisaient un devoir au Président de lui retirer l'administration de la Douane. M. Hayes, au contraire, a vu là une raison pour différer toute autre nomination.

Nous avons donc assisté à cet étrange spectacle d'un homme condamné à deux ans de prison, continuant à administrer du fond de sa cellule, la Douane de la Nouvelle-Orléans.

Que l'arrêt de la Cour suprême soit maintenu ou non, que M. Anderson soit mis en liberté ou qu'il passe de nouveau en jugement, il n'en reste pas moins sous le coup d'un verdict qui le déclare l'un des auteurs d'un fait que la morale réprouve et le Président devrait pour l'honneur du gouvernement, se hâter de nommer un collecteur afin de retirer à M. Anderson la direction d'un service aussi important.

Au lieu de cela, il y a comme un parti pris, de la part du Président, de retarder toute décision jusqu'à la solution finale du procès, et si M. Anderson est mis en liberté, nous ne serions pas étonné de le voir continuer à administrer la Douane, sinon comme titulaire, au moins comme député d'un nouveau prête-nom que le Président nommerait sur sa désignation.

Il est temps que ce scandale prenne un et nos représentants et notre sénateur au Congrès devraient, ce nous semble, se faire l'écho de la juste indignation de leurs constituants, qui trouvent qu'on se joue avec trop de sans-façon des intérêts et de la dignité d'un des plus grands ports des Etats-Unis.

P. S. Cet article était composé lorsque la nouvelle nous est parvenue que la Cour Suprême avait repoussé la demande de l'avocat-général pour une seconde audition de cause et qu'à la suite de cet arrêt M. Anderson avait demandé et obtenu du juge Whittaker sa mise en liberté.

Le Président se décidera probablement à nommer un collecteur et nous saurons bientôt à quoi nous en tenir.

Nous avions prévu la décision de la Cour, mais nous maintenons notre opinion comme les juges ont maintenu la leur. En tous cas, l'issue de ce procès est un argument de plus en faveur de la nécessité absolue d'une refonte de toute notre législation criminelle.

LOUISIANE.—Nous lisons dans la *Sentinelle* de Thibodeaux :

RÉCOLTE.—Les informations, que nous recevons sur la récolte, sont des plus satisfaisantes; le travailleur un moment découragé mais non vaincu, s'est enfin remis avec ardeur à la besogne et reçoit déjà une partie du prix de ses labeurs, efforts, car presque partout le plant de canne nouvellement sorti est magnifique et bien fourni; les souches malheureusement sont plus lentes et rien encore ne peut en faire prévoir le résultat.

Pour peu que le temps continue à être favorable le contentement deviendra universel et finira par faire tomber dans l'oubli les récriminations amères et les plaintes désespérées de l'année dernière.

Le Sugar Planter se plaint de la sécheresse et dit que s'il venait une bonne pluie on pourrait juger de la condition dans laquelle sont les champs de cannes, plants et souches.

La pluie est venue et nos échanges de samedi nous donnent des nouvelles.

LE BILL DU TARIF.

La chambre des représentants a entendu avant-hier le rapport du comité des Voies et Moyens, présenté par M. Wood, sur la réforme du tarif douanier. Après la lecture du rapport, M. Wood a demandé à la chambre de fixer un jour pour la discussion du bill, et il a proposé que ce jour fût le jeudi, 4 avril prochain. Cette proposition a provoqué des débats qui ont mis en relief les dispositions de la chambre; elle a été finalement adoptée par 137 voix contre 114. Ce vote, bien qu'il ait l'avantage d'assurer un examen approfondi à une question qui est d'un intérêt vital pour le pays, et, par conséquent d'éclairer l'opinion publique qui n'en comprend pas assez toute la portée, n'est pas d'un augure favorable pour le résultat final. Il est évident que tous ceux qui ont voté contre la mise à l'ordre du jour voteront contre l'adoption. Parmi ceux, au contraire, qui ont voté pour, il est probable qu'il en est un certain nombre qui, sans engager leur résolution ultérieure, ont voulu que le sort du bill fût décidé sans plus tarder, plutôt que de le laisser indéfiniment en suspens, ce qui serait plus funeste pour le commerce que son rejet définitif. Or il suffirait d'un déplacement de onze voix pour renverser la majorité, et il est fort à craindre que ces onze voix ne se trouvent parmi ceux qui ont voté pour la discussion. Cependant les partisans du projet de loi espèrent recruter plus d'adhérents qu'ils n'en perdront au cours du débat, ce qui est peu probable, car il y a lieu de croire que ceux qui se sont prononcés adversement dès le début sont mus ou par quelque intérêt personnel, ou par l'influence de leurs commettants. Il y a donc plus de chance pour un revirement contraire que pour un retour favorable. Notons en passant, pour ordre, que le vote a été, pour une grande part, une affaire de parti, l'immense majorité des oui venant du côté démocratique, et l'immense majorité des *non* venant du côté républicain, — ce qui ne fait pas grand honneur à la chambre, car la politique n'a rien à faire dans une affaire de ce genre. Mais il suffit qu'une mesure si importante et si excellente qu'elle soit en elle-même, soit mise au passé par un membre ou par un comité démocrate pour qu'elle soit repoussée en masse par les républicains. C'est le cas du bill du tarif, et il y a là un symptôme affligeant pour les amis des institutions représentatives aux Etats-Unis.

Le bill, tel qu'il a été rapporté à la chambre, contient vingt sections, dont la première comprend treize catégories d'articles soumis au tarif, de la lettre A à la lettre M. En voici la nomenclature : A, coton et cotonnades; B, poteries; C, chanvre, jute etc.; D, vins, liqueurs etc.; E, métaux, y compris le fer et l'acier, brut ou ouvré; F, provisions; G, sucres, mélasses etc.; H, soies et soieries; I, épices; J, tabac et cigares; K, bois; L, laine et lainages; M, divers.

Le nouveau bill contient de nombreux changements aux dispositions du bill primitif tel qu'il a été livré à la publicité. En voici les principaux. Il y a une légère augmentation de droit sur les cotonnades, mais une diminution sur les cotons filés de qualités supérieures. De même pour les verres importés de toute espèce. Le droit sur les vins est élevé d'environ 26 0/0. Les métaux, le fer, en barre et en plaques, les chaînes, le fil de fer, etc., subissent une diminution d'environ 25 0/0 sur les taux actuels. La soie brute est admise en franchise, et le droit sur les soieries en pièces est réduit de 50 à 45 0/0. La laine sous toutes les formes et de toute origine est fixée à 35 0/0 *ad valorem*, au lieu des diverses classifications du présent tarif. En général, toutes les matières premières proprement dites qui avaient été indiquées comme sujettes au droit en sont exemptées.

Par contre, sont maintenues : la clause qui frappe d'un droit additionnel de 10 0/0, les produits des pays qui imposent un droit différentiel aux marchandises de provenance américaine; celle, enfin, fixe à $500 en valeur les effets d'habillement et à $500 les autres objets à usage personnel des voyageurs arrivant dans le pays.

Restant affranchis de tout droit les œuvres d'art et les objets d'un caractère scientifique ou artistique destinés à des institutions d'éducation.

Enfin la section 21 du bill précédent, rappelant les lois de navigation et admettant en franchise les matériaux entrant dans les constructions maritimes, a été éliminée pour être l'objet d'un rapport spécial qui sera ultérieurement présenté par le comité.

Il est impossible quant à présent de prédire quel sera le sort de ce projet de loi; mais l'essentiel c'est qu'il en soit disposé promptement dans un sens ou dans l'autre. Le commerce peut supporter sans perturbation la continuation du régime auquel il est soumis, si mauvais qu'il doit craindre ou espérer. Les affaires sur les articles affectés par les changements du tarif resteront forcément pendant ce temps dans un état de stagnation qui est la conséquence inévitable des transitions de ce genre; mais s'il n'est pas possible d'éviter ces transitions, c'est un devoir de les abréger, et ce devoir s'impose impérieusement aux législateurs. Espérons qu'ils n'y manqueront pas.

(*Courrier des Etats-Unis.*)

LE PROJET DE TARIF ET L'ESPRIT DE PARTI.—Nous lisons dans le *Messager franco-américain* :

Le *Post* adresse une remontrance assez bien méritée aux membres de la Chambre à propos de leur vote sur le projet du tarif douanier de M. Wood. "C'est, dit-il, une des plus importantes mesures qui aient été soumises au Congrès depuis plusieurs années, une mesure qui porte directement sur les intérêts commerciaux et industriels du pays. Elle n'a rien à faire avec la politique, mais touche aux questions d'économie publique et domestique, aux questions de taxe, qui sont aussi éloignées de tous les préjugés politiques que le nadir l'est du zénith. Mais parce que le rapport a été présenté par un démocrate au nom d'un comité démocrate, et parce que c'était une mesure formellement soumise aux délibérations d'une assemblée démocrate, il a fallu qu'elle tombât immédiatement dans la catégorie des affaires de parti. Les protectionnistes démocrates de l'Est ont voté avec les libre-échangistes du Sud et de l'Ouest, pour demander la prise en considération du bill : les républicains de l'Indiana libre-échangiste ont uni leurs suffrages aux protectionnistes de la Pennsylvanie pour donner au projet le coup mortel. Le vote a été aussi évidemment caractérisé par l'esprit de parti qu'une question purement politique aurait pu l'être. Nous ne pouvons concevoir une preuve plus frappante de la profonde ignorance du Congrès sur les questions économiques que celle qui est révélée par le vote d'hier.

LA REPRISE DES PAIEMENTS EN ESPÈCES.—Nous lisons dans le *Messager franco-américain* :

M. Sherman a donné, dans une conversation rapportée par le *Herald*, de nouvelle explications qui ont pour objet de rassurer le public sur la situation financière et de démontrer la parfaite possibilité de la reprise des paiements en espèces. Il peut augmenter, a-t-il dit, la réserve du Trésor en nature, car les banques et des sous-trésoreries, où il est déposé pour le compte des Etats-Unis. Il y a $130,000,000 en or dans la seule sous-trésorerie de New-York. M. Sherman proteste contre l'intention qu'on lui attribue de neutraliser la *Silver Bill* en le faisant servir à la reprise des paiements en espèces. La loi elle-même produira cet effet, parce que quand la monnaie d'argent aura été émise par le Trésor, elle sera recevable pour les droits de douane. Il en résultera qu'elle fera prime et rentrera dans le Trésor fédéral, où elle servira à la reprise des paiements en espèces. Si les choses continuent comme à présent, le secrétaire du Trésor est convaincu que la reprise des paiements en espèces pourra se faire sans la moindre difficulté.

Le comité des Banques et de la Circulation a adressé une lettre à M. Sherman pour l'inviter à lui exposer ses vues sur la loi relative à la reprise des paiements en espèces et la possibilité de l'appliquer. M. Sherman a répondu qu'il avait déjà donné toutes les explications possibles sur ce sujet au comité des Finances du Sénat. Le comité des Banques et de la Circulation a répliqué qu'il ne lui suffisait pas de consulter le compte rendu du comité du Sénat, et qu'il voulait interroger lui-même le secrétaire sur tous les faits relatifs à la question de la reprise. M. Sherman a promis de se rendre à sa requête.

—Un mot inédit de Rossini.

On lui demandait s'il avait connu Beethoven.

—Oui, répondit-il, j'ai été le voir, étant jeune. Quel talent, quel génie.... Il a été le plus grand des musiciens!

—Et que disait-vous de Mozart?

—Oh! celui-là, c'est le seul!

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Nous apprenons que M. de Vivo et Mlle Ilma de Muraska sont attendus ici mercredi prochain, et que dès ce jour-là on pourra commencer à louer des places pour le grand concert de vendredi soir, 5 avril.

MODES DE PRINTEMPS ET D'ÉTÉ.—Nous recommandons à nos lectrices d'aller jeter un coup d'œil sur le frais et élégant assortiment de modes de printemps et d'été que vient de déballer madame Galinier, rue Royale, coin Bienville. Elles y trouveront tout ce qu'il y a de plus nouveau en fait de modes. Les chapeaux que cette maison offre à ses clientes sont tous des chapeaux-modèles importés de Paris. La maison Galinier est bien connue pour le bon goût et le cachet parisien de tout ce qui sort de ses ateliers.

UNE DOUANE DE PASSAGERS A NEW-YORK.—M. Muller, membre du congrès, a présenté, dit le *Courrier des Etats-Unis*, une résolution ayant pour objet de supprimer un des plus graves désagréments qui attendent en cette ville les passagers de steamers arrivant d'Europe. Il requiert le secrétaire du Trésor de fournir des plans et devis pour la construction à la Battery d'un édifice en granit à affecter aux employés de la douane, aux passagers et à leurs bagages. Le mode actuel d'examen des bagages est à juste titre impopulaire. Il est une cause de pertes de revenu pour le gouvernement et de nombreux inconvénients tant pour les passagers que pour les employés de la douane. Les compagnies de steamers sont les premières à réclamer un changement.

Beaucoup d'argent a déjà été dépensé en préparatifs pour l'érection du bâtiment projeté, et il n'y a pas de bonnes raisons à opposer à la prompte adoption de la résolution Muller, dont voici le texte :

"Attendu que le trafic déjà important et en rapide voie de croissance de passagers et de fret entre le port de New-York et les pays étrangers, a rendu nécessaire qu'une mesure si importante et si excellente qu'elle soit en elle-même, soit mise au passé par un membre ou par un comité démocrate pour qu'elle soit repoussée en masse par les républicains. C'est le cas du bill du tarif, et il y a là un symptôme affligeant pour les amis des institutions représentatives aux Etats-Unis.

Le bill, tel qu'il a été rapporté à la chambre, contient vingt sections, dont la première comprend treize catégories d'articles soumis au tarif, de la lettre A à la lettre M. En voici la nomenclature : A, coton et cotonnades; B, poteries; C, chanvre, jute etc.; D, vins, liqueurs etc.; E, métaux, y compris le fer et l'acier, brut ou ouvré; F, provisions; G, sucres, mélasses etc.; H, soies et soieries; I, épices; J, tabac et cigares; K, bois; L, laine et lainages; M, divers.

Le nouveau bill contient de nombreux changements aux dispositions du bill primitif tel qu'il a été livré à la publicité. En voici les principaux. Il y a une légère augmentation de droit sur les cotonnades. mais une diminution sur les cotons filés de qualités supérieures. De même pour les verres importés de toute espèce. Le droit sur les vins est élevé d'environ 26 0/0. Les métaux, le fer, en barre et en plaques, les chaînes, le fil de fer, etc., subissent une diminution d'environ 25 0/0 sur les taux actuels. La soie brute est admise en franchise, et le droit sur les soieries en pièces est réduit de 50 à 45 0/0. La laine sous toutes les formes et de toute origine est fixée à 35 0/0 *ad valorem*, au lieu des diverses classifications du présent tarif. En général, toutes les matières premières proprement dites qui avaient été indiquées comme sujettes au droit en sont exemptées.

Par contre, sont maintenues : la clause qui frappe d'un droit additionnel de 10 0/0, les produits des pays qui imposent un droit différentiel aux marchandises de provenance américaine; celle, enfin, fixe à $500 en valeur les effets d'habillement et à $500 les autres objets à usage personnel des voyageurs arrivant dans le pays.

Restant affranchis de tout droit les œuvres d'art et les objets d'un caractère scientifique ou artistique destinés à des institutions d'éducation.

Enfin la section 21 du bill précédent, rappelant les lois de navigation et admettant en franchise les matériaux entrant dans les constructions maritimes, a été éliminée pour être l'objet d'un rapport spécial qui sera ultérieurement présenté par le comité.

Il est impossible quant à présent de prédire quel sera le sort de ce projet de loi; mais l'essentiel c'est qu'il en soit disposé promptement dans un sens ou dans l'autre. Le commerce peut supporter sans perturbation la continuation du régime auquel il est soumis, si mauvais qu'il doit craindre ou espérer. Les affaires sur les articles affectés par les changements du tarif resteront forcément pendant ce temps dans un état de stagnation qui est la conséquence inévitable des transitions de ce genre; mais s'il n'est pas possible d'éviter ces transitions, c'est un devoir de les abréger, et ce devoir s'impose impérieusement aux législateurs. Espérons qu'ils n'y manqueront pas.

(*Courrier des Etats-Unis.*)

LE PROJET DE TARIF ET L'ESPRIT DE PARTI.—Nous lisons dans le *Messager franco-américain* :

Le *Post* adresse une remontrance assez bien méritée aux membres de la Chambre à propos de leur vote sur le projet du tarif douanier de M. Wood. "C'est, dit-il, une des plus importantes mesures qui aient été soumises au Congrès depuis plusieurs années, une mesure qui porte directement sur les intérêts commerciaux et industriels du pays. Elle n'a rien à faire avec la politique, mais touche aux questions d'économie publique et domestique, aux questions de taxe, qui sont aussi éloignées de tous les préjugés politiques que le nadir l'est du zénith. Mais parce que le rapport a été présenté par un démocrate au nom d'un comité démocrate, et parce que c'était une mesure formellement soumise aux délibérations d'une assemblée démocrate, il a fallu qu'elle tombât immédiatement dans la catégorie des affaires de parti. Les protectionnistes démocrates de l'Est ont voté avec les libre-échangistes du Sud et de l'Ouest, pour demander la prise en considération du bill : les républicains de l'Indiana libre-échangiste ont uni leurs suffrages aux protectionnistes de la Pennsylvanie pour donner au projet le coup mortel. Le vote a été aussi évidemment caractérisé par l'esprit de parti qu'une question purement politique aurait pu l'être. Nous ne pouvons concevoir une preuve plus frappante de la profonde ignorance du Congrès sur les questions économiques que celle qui est révélée par le vote d'hier.

LA REPRISE DES PAIEMENTS EN ESPÈCES.—Nous lisons dans le *Messager franco-américain* :

M. Sherman a donné, dans une conversation rapportée par le *Herald*, de nouvelle explications qui ont pour objet de rassurer le public sur la situation financière et de démontrer la parfaite possibilité de la reprise des paiements en espèces. Il peut augmenter, a-t-il dit, la réserve du Trésor en nature, car les banques et des sous-trésoreries, où il est déposé pour le compte des Etats-Unis. Il y a $130,000,000 en or dans la seule sous-trésorerie de New-York. M. Sherman proteste contre l'intention qu'on lui attribue de neutraliser la *Silver Bill* en le faisant servir à la reprise des paiements en espèces. La loi elle-même produira cet effet, parce que quand la monnaie d'argent aura été émise par le Trésor, elle sera recevable pour les droits de douane. Il en résultera qu'elle fera prime et rentrera dans le Trésor fédéral, où elle servira à la reprise des paiements en espèces. Si les choses continuent comme à présent, le secrétaire du Trésor est convaincu que la reprise des paiements en espèces pourra se faire sans la moindre difficulté.

Le comité des Banques et de la Circulation a adressé une lettre à M. Sherman pour l'inviter à lui exposer ses vues sur la loi relative à la reprise des paiements en espèces et la possibilité de l'appliquer. M. Sherman a répondu qu'il avait déjà donné toutes les explications possibles sur ce sujet au comité des Finances du Sénat. Le comité des Banques et de la Circulation a répliqué qu'il ne lui suffisait pas de consulter le compte rendu du comité du Sénat, et qu'il voulait interroger lui-même le secrétaire sur tous les faits relatifs à la question de la reprise. M. Sherman a promis de se rendre à sa requête.

—Un mot inédit de Rossini.

On lui demandait s'il avait connu Beethoven.

—Oui, répondit-il, j'ai été le voir, étant jeune. Quel talent, quel génie.... Il a été le plus grand des musiciens!

—Et que disait-vous de Mozart?

—Oh! celui-là, c'est le seul!

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878.—Sous le titre de *Conférences et Congrès*, les journaux de Paris publient l'arrêté suivant :

Le ministre de l'agriculture et du commerce,

Arrête :

Art. 1er. Il est institué pendant la durée de l'Exposition universelle de 1878 huit groupes de conférences et de congrès dans lesquels seront traitées les questions qui se rattachent à l'origine, à la production, à l'exécution, aux progrès, aux débouchés, à la législation, à la protection légale des œuvres et des produits de toute nature réunis dans l'enceinte de l'Exposition.

Art. 2. Ces conférences et ces congrès seront tenus dans les salles du Trocadéro, sous la haute direction et le contrôle d'un comité spécial.

Art. 3. Pour la préparation et l'organisation générale des conférences et des congrès, il est créé sept commissions correspondant aux divers groupes des produits de l'Exposition, et une huitième commission réunissant dans ses attributions tout ce qui ne peut trouver dans l'Exposition sa représentation matérielle.

Chacune de ces commissions se constituera en choisissant dans son sein un président et un secrétaire.

Art. 4 Un comité central composé des huit présidents ainsi nommés, centralisera et coordonnera le travail des commissions. Il arrêtera, sous l'approbation du gouvernement, les dispositions réglementaires relatives à leur marche, fixera l'ordre et la nature des conférences et des congrès qu'il y aurait lieu d'autoriser ou de provoquer. Il désignera les documents qui devront être publiés dans un recueil.

Ce comité sera présidé par le ministre de l'agriculture ou du commerce, ou par le sous-secrétaire d'état.

Art. 5. Il est institué près le comité central un secrétariat chargé de préparer les travaux des commissions, de recueillir les décisions du comité et d'en assurer l'exécution.

Art. 6—Un crédit de 100,000 fr. est ouvert au commissaire général de l'Exposition pour faire face aux dépenses d'installation, de publicité et de publication que réclament l'institution des conférences et des congrès.

Ce crédit de 100,000 fr. sera imputé sur le chapitre 4 du budget général de l'Exposition universelle.

Paris, le 10 mars 1878.

TEISSERENC DE BORT,

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 17 MARS.

SCRUTIN DE BALLOTAGE.

Bouches-du-Rhône

1re circonscription de Marseille.

Inscrits, 17,316. — Votants, 9,339.

MM. Amat	4,423 (élu)
Clovis Hugues	4,294
Blanqui	564

Au premier tour de scrutin, le 3 mars, M. Clovis Hugues avait obtenu 4,023 voix, M. Amat 3,733, M. Dupont 774 et M. Blanqui 596.

Gard

1re circonscription d'Alais.

Inscrits, 18,090. — Votants, 7,878.

MM. Favand, républicain	6,876 (élu)
Voix diverses	342
Voix perdues	32

Au 3 mars, M. Favand avait eu 4,940 voix, et M. Desmons, républicain, 4,445 voix. Hier, M. Favand n'avait pas de concurrent, M. Desmons s'étant désisté.

Ile-et-Vilaine.

Arrondissement de Fougères.

Inscrits, 21,675.—Votants 17,585.

MM. Riban, républicain	9,304 (élu)
de la Villegontier, mo.	8,077

Au premier tour de scrutin, le 3 mars, M. Riban avait obtenu 6,603 ; M. Bochin, républicain, 5,264, et M. de Dalmas, bonapartiste, 1,167. Hier M. de la Villegontier, qui avait été élu le 14 octobre et qui ne s'était pas présenté le 3 mars, était le seul concurrent de M. Riban, MM. Bochin et Dalmas ayant retiré leurs candidatures.

—Nous laissons aux *Tablettes d'un Spectateur* la responsabilité de l'information suivante que nous leur empruntons :

Il circule dans le monde diplomatique un bruit assez étrange et qui se trouve confirmé aujourd'hui même par un journal de Berlin.

Notre ambassadeur, en Allemagne, M. de Saint-Vallier, aurait été chargé par notre gouvernement de faire tous ses efforts pour engager l'empereur Guillaume et M. de Bismarck à venir visiter notre Exposition.

M. de Saint-Vallier, dit-on, n'éprouve en ce moment cette grande mission aucun qui, s'elle réussit, lui assurerait, dans un avenir prochain, le portefeuille des affaires étrangères.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Bulletin météorologique.—On nous annonce pour aujourd'hui : Temps clair ou partiellement couvert, vent du nord et même température.

Température, 1er avril 1878.

Thermomètre de C. DURAMEL, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 h. du matin	65	18
Midi	72	22
3 P. M.	74	23
6 P. M.	72	22

Départs.—Passagers partis hier par la ligne favorite de Mobile : W. L. Cannon, (steamer R. E. Lee), pour Louisville; E. Page, Boston; H. D. Smith, New-York; W. S. Marshall, Chicago; R. S. Garrett et femme, St-Louis; Fud. Hawouth, New-York; R. J. Bunyers, Nashville; N. Garrett, St-Louis; H. Meiman, New-York; R. B. Allen, J. M. Allen, Nashville; C. A. Mellir, New-York.

Voyageurs arrivés dans les principaux hôtels.—Hôtel St-Charles.—Wm B. Bourey, U S M C; Arthur Peterson, W S N; Philip Bissinger, New-York; D M Fitch, do; Jno W McAllen, ier jr, des A B Bonanza, Charleston; J H Mooley et femme, Little Rock, Ark; H Strater, Louisville; Jno Butler jr, New-York; John Carr, do; Chas W Rhoders, New-York; W S Torian, St-Mary; Lewis Miller, Reading, Pa; Jno B Marsh, St-Mary; Murray Stevens, St-Louis; Freeman Beed, San Antonia, Tex; W H Gants, New-York; Geo Scholl, Baltimore; Jno C Steele jr, St-Mary; J Y Sanders, do; W E Gutlerie et femme, Ohio; Jno McGraw, Le Roy Marsh et femme, New-York; M D Adler, do; E A LeRoy, do; J E Llanton, U S N; W Goldener, St. Louis; J W Porter, Washington, D. C; C C Adams, Louisville; Geo Taylor, Fulton, Arkansas; Theo Warfield, Batesville, Arkansas; Thos Womac, Batesville, Arkansas; Saml Kerr, Helena, Arkansas; P C Powels, Little Rock; H E Harper, Madison; W B Sperwin, Chine; Paul Peace, dame et fils, Cleveland; Mme J P Jones, Toledo; Miss T Pollock, Youngstown, Ohio; Henry Tod, do; T J Foster, St. Mary; E Sheddon, Mobile; Jas Flood, do; W B Miller, Cincinnati; S W Nickerson, Providence; A C; Nickerson, do; L A Campbell et dame, Vicksburg; Jas Bradford, Paris, Kentucky; F P Roche et fils, St. Louis; Jno A Stevenson, Louisiane; Jno McGraw, do; T L Van Pessen et dame; Mobile; Geo A Deadboon, Brooklyn; J C Fisher et dame, Philadelphie;

CITY HOTEL.—W J Moore, U. S. Navy; Jno S Brownbridge, New York; Richard Turner, do; Wm Pottey, Point Clear, Ala; A B Benedict, Chicago; B F Spalding, Cinn.; W J Pearson, Fort Barney M. Mooney, Chicago; J Wembly, Texas; Jno Gillen, fleuve; W L Kerm, Miss; W B Jones, do; M J Mohr, ville; R B Park, Cinn. Ohio; C F Nellis, Cairo, Ill. W S Marshall, Chicago; Thos Noel, do; G Wilham, New Castle; Geo Wilhelm, Cinn. Ohio: A D French, Mich; W L Leonard, Miss; J Eaton, Utica, N.Y.; J Clark, Holmes Co. Miss; Chas S Biddy Baton-Rouge; W H Walton, Phila. Pa; Master David Barrow, Ouest Feliciana; Thos Johnson, Holmes Co., Miss; R B Hale, N Y; J M Sima, Williamsburg, Ky; Richard Murry, dot Mrs Saml Froome et enfant, Cinn; Mrs Jno R Froome, do; Miss Fannie Froome do; M W Hill, Ark; Robt Goodwin, Eldorado ; Wm Walton, St Louis, Mo; O L Holman, Chicago; Wm Wilkins, Burton, Miss ; W L Sturtevant et femme, McComb City; Miss Lizzie Sturtevant, do; Charles W Karington, Yazoo; E L O'Hara, Chicago; A Edwards, St Louis; B F Bondo; J E Mapengill, do; J M Boon, do; S D Green, Miss; A R Woodbridge, N Y; J W Coleman, ville; W E McCampbell, Refugio ; E F Miller, do ; R Newell et femme, Thibodeaux ; H Walker, Baton-Rouge, La; Mrs A Bacon, Woodbury ; Ed Pellerin, Vermillon, La; Tom Coda, Galveston ; James S Mahon, Centreville, La; T S Easton, do.

Académie de Musique.—Mlle Emie Roseau et M. Willie Edwin continuent à faire la joie du public de l'Académie de Musique. Hier soir "Robinson Crusoé" a été joué d'une manière supérieure. Les costumes étaient magnifiques et le passage ravissant. Robinson Crusoé restera sur l'affiche jusqu'à mercredi soir et sera joué ce jour là en matinée. Après quoi, le lendemain "Oxigen", autre pièce burlesque où Willie Edwin est réellement incomparable, fera son apparition, précédée par la petite comédie intitulée : "A Twice Told Tale."

Anderson en liberté.—Hier matin, vers les 11 heures, la Cour Suprême a rendu sa décision sur la demande d'une nouvelle audition de cause faite par l'avocat général dans le procès de Tom C. Anderson. La Cour a refusé la demande et dans sa décision, annoncée par le refus, le président-juge a rappelé clairement et distinctement ce que la Cour avait décidé dans sa première opinion, et il a passé en revue et réfuté les points soulevés par l'avocat général dans son bref, déposé dans cette cause de demande pour un nouveau procès.

Le cour par l'organe du juge Manning, a dit que dans sa première décision elle n'avait pas décidé si l'état consolidé des retours pour la paroisse Vernon, est un document public ou non, attendu qu'il n'était pas nécessaire de décider ce point. Ce que la cour a décidé c'est que le document produit en preuve comme l'état forgé par le prisonnier, n'est pas un document public que, dans l'information, le prisonnier est accusé d'avoir forgé. Le Procureur ne possède pas ce qui peut le constituer autre et ne se conforme pas au Statut. Il n'a pas le certificat du greffier de la cour, chose nécessaire pour lui donner le caractère du papier que le prisonnier aurait forgé.

A 11 heures et demie, la cour a rendu la décision suivante :

Il est ordonné et décrété qu'une demande de nouvelle audition de cause a été refusée et que notre jugement subsiste tout entier.

Immédiatement après ce décret, M. Castellanos, avocat d'Anderson, s'est adressé au juge de la Cour Supérieure Criminelle et en a obtenu un ordre pour l'élargissement immédiat du prisonnier. A midi et demi, Anderson était en liberté.

Les exilés cubains.—Le club cubain, l'*Occident*, désirant faire une démonstration publique contre les conditions de la paix convenu entre le gouvernement espagnol et quelques hommes de la Chambre des Représentants cubains et quelques officiers de l'armée, avait fait appel aux Cubains demeurant en cette ville pour tenir un meeting d'indignation. Le meeting a eu lieu dimanche dans la salle du Globe, au coin des rues St-Pierre et St-Claude. Appelé à l'ordre à midi, le secrétaire du club l'*Occident* a prononcé un discours, après quoi le Dr Luis D'Estrampes a été nommé président et M. Lopez Peres, secrétaire.

Le Dr D'Estrampes a remercié l'assemblée de l'honneur qu'elle lui avait fait et a blâmé la conduite de ceux qui avaient accepté les conditions du gouvernement espanol sans consulter la plus grande partie de l'armée cubaine, ce qui leur vaudra le titre de traîtres. Il a terminé en vidde de former aussi vite que possible une organisation permanente pour aider l'armée cubaine qui est encore en campagne sous la commandement du Maj. V. Garcia, président de la République, du Maj.-Gén. Rodriguez, commandant en chef le département de Las Villas et du Maj.-Gén Macco, commandant en chef le département oriental.

Mr Lopes Peres a consulté l'union et a été fort applaudi. Il a récommandé la formation d'un comité qui aurait l'appui de tous les exilés en cette ville. Adopté.

Mr Santos Bellido a demandé que les fonds collectés ici fussent adressés au comité central révolutionnaire à New-York.

Mr Santo Pardos, soldat cubain, venu ici tout récemment de Cuba, a dit qu'il avait été obligé de se rendre par suite de la capitulation de Camaguey, mais qu'il la regarde comme une trahison, et que son intention est de retourner à Cuba pour y défendre l'indépendance de l'île.

Mr Santo Pardos a fait les nominations suivantes pour la Constitution du comité et s'est ajourné au premier soir de octobre et qui ne s'était pas présenté le 3 mars, était le seul concurrent de M. Riban, MM. Bochin et Dalmas ayant retiré leurs candidatures.

—Nous laissons aux *Tablettes d'un Spectateur* la responsabilité de l'information suivante que nous leur empruntons :

Il circule dans le monde diplomatique un bruit assez étrange et qui se trouve confirmé aujourd'hui même par un journal de Berlin.

Notre ambassadeur, en Allemagne, M. de Saint-Vallier, aurait été chargé par notre gouvernement de faire tous ses efforts pour engager l'empereur Guillaume et M. de Bismarck à venir visiter notre Exposition.

M. de Saint-Vallier, dit-on, n'éprouve en ce moment cette grande mission aucun qui, s'elle réussit, lui assurerait, dans un avenir prochain, le portefeuille des affaires étrangères.

Poissons d'avril.—*L'Abeille* n'ayant pas paru hier n'a pu servir de poisson d'avril à ses lecteurs, mais ses confrères ont mis en frais d'imagination et ont été prodigues. A propos de poissons d'avril, nous trouvons dans le *Mercredi* les remarques suivantes reproduites par notre confrère d'un journal de Paris :

Le 1er avril est le jour légendaire où les plaisanteries de toute sorte, bonnes ou mauvaises, sont tolérées... que dis-je! autorisées, forcées.

Impossible de se fâcher ce jour-là, sous peine de passer pour un grincheux. Un monsieur au café vous prend votre chapeau neuf pour en mettre un vieux à la place. Vous vous en apercevez : il vous répond :—Poisson d'avril!

Un ami vous engage à dîner au restaurant, et au moment où sonne le quart d'heure de Rabelais, il s'éclipse sous un prétexte quelconque, vous laissant en tête à tête avec le garçon..... Poisson d'avril.

Il y en a mille comme cela, toutes plus spirituelles les unes que les autres.

Une femme soutenue qui s'intro